



Communiqué de Presse

Ipsos en 2014

STABILITE CONFIRMEE

Croissance organique de + 0,8% au T4, +0,3% sur l'année

Paris, 24 février 2015 – Au quatrième trimestre de 2014, le chiffre d'affaires d'Ipsos est de 500,7 millions d'Euros en progression de 2,2% par comparaison avec la même période de l'année précédente. Ce – timide – retour à la croissance reflète une amélioration des effets de change (+1,5%) très négatifs en 2013 et pendant la première moitié de 2014, et une légère croissance organique (+0,8%) qui, à défaut d'être spectaculaire, confirme qu'avant même les premiers effets du projet « The New Way », les équipes d'Ipsos ont été en mesure de stabiliser l'activité.

Pour l'ensemble de 2014, le chiffre d'affaire d'Ipsos est de 1 669,5 millions d'Euros en baisse de 2,5% sur un an. Ces données annuelles portent encore le stigmate d'évolutions de change négatives pour 2,2% et d'effets de périmètre également négatifs pour 0,6%, très partiellement compensés par une croissance organique légèrement positive de +0,3%.

Au total, l'année 2014 a été insatisfaisante malgré le léger rebond de la fin de l'exercice. Depuis trois ans, Ipsos ne progresse plus, rendant évident un nécessaire effort de transformation, « The New Way », dont les grandes lignes sont exprimées plus loin dans ce communiqué et dont Ipsos attend un retour à la croissance.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR RÉGION ET PAR LIGNE DE MÉTIER

Par zone géographique, la région EMEA aura été la plus dynamique en reportant une progression organique de 2%, grâce aux marchés émergents mais aussi en raison d'une évolution positive du chiffre d'affaires au Royaume-Uni, en Belgique, aux Pays-Bas et même, il est vrai à partir d'un point bas, en Espagne.

La zone Amériques est en faible recul, à -1,5%, se redressant lentement mais, on peut le penser, sûrement tant en Amérique Latine qu'en Amérique du Nord. Ici, l'impact du projet « The New Way » devrait être évident dans la période 2015/2017.

Enfin, la zone Asie Pacifique est également en léger recul à -1%, malgré une croissance significative en Chine compensée par une médiocre fin d'année dans les pays les plus développés de la région : Japon, Corée et Australie.

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par zone géographique (en millions d'euros)	2014	2013	Évolution 2014/2013	Croissance organique
Europe, Moyen Orient et Afrique	760,9	752,2	1,2%	2%
Amériques	634,1	675,6	-6,1%	-1,5%
Asie Pacifique	274,5	284,6	-3,6%	-1%
Chiffre d'affaires annuel	1 669,5	1 712,4	-2,5%	0,3%

Communiqué de presse – suite – 24 février 2015

La stabilité générale de l'activité d'Ipsos en 2014 masque des différences importantes de performances d'une ligne de métier à l'autre. Les équipes d'Ipsos MediaCT qui vont être réunies avec celles d'Ipsos ASI (communication publicitaire) ont vu leur activité rester en retrait tout au long de l'année. Elles sont très liées à l'industrie de la presse dont les recettes baissent dans beaucoup de régions. Elles devraient retrouver un réel dynamisme dès que les nouvelles solutions qu'elles vont commercialiser dès cette année trouveront leur clientèle. Elles sont au cœur d'investissements consentis par Ipsos depuis plusieurs années et ont développé des solutions originales, flexibles et sûres dans les mesures actives et passives des médias électroniques digitaux ou non.

Les autres lignes de métiers ont connu en 2014 un parcours plus stable. Ipsos est en particulier satisfait que les études d'opinion et de recherche sociale aient connu en 2014 un succès réel après un exercice 2013 juste à l'équilibre. Ipsos, qui est la première marque mondiale dans ce domaine, avec une présence publique dans plus de 30 pays différents, croit qu'il s'agit d'un domaine où le potentiel de croissance reste important en raison, entre autres, de la multiplication des institutions internationales, gouvernementales ou non.

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par ligne de métier (en millions d'euros)	2014	2013	Évolution 2014/2013	Croissance organique
Études Publicitaires	257,9	274,5	-6,1%	0,5%
Études Marketing	864,5	891,0	-2,1%	0
Études Médias	157,1	169,7	-7,5%	-5%
Études d'Opinion et Recherche sociale	163,1	152,0	3,1%	4%
Études pour la gestion de la Relation Client / Salarié	226,8	225,2	-0,1%	3,5%
Chiffre d'affaires annuel	1 669,5	1 712,4	-2,5%	0,3%

PERFORMANCE FINANCIÈRE

<i>En millions d'euros</i>	2014	2013 Publié
Chiffre d'affaires	1 669,5	1 712,4
Marge brute	1 072,2	1 098,8
<i>Marge brute / CA</i>	<i>64,2%</i>	<i>64,1%</i>
Marge opérationnelle	173,1	182,1
<i>Marge opérationnelle / CA</i>	<i>10,4%</i>	<i>10,6%</i>
Autres charges et produits non courants	(17,2)	(18,2)
Charges de financement	(22,8)	(23,4)
Impôts	(34,1)	(33,5)
Résultat net ajusté*, part du Groupe	120,8	121,0

*Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunérations en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwill dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts des autres produits et charges non courants.

La **marge opérationnelle** du Groupe s'établit à 173,1 millions d'Euros à 10,4% rapporté au chiffre d'affaires, à peu près stable par rapport à l'an dernier et ce malgré la stabilité de l'activité. Elle est en très légère progression au 2^{ème} semestre après avoir été en baisse de 90 points de base au 1^{er} semestre.

La **marge brute** (qui se calcule en retranchant du chiffre d'affaires des coûts directs variables et externes liés à l'exécution des contrats) poursuit sa progression et s'établit à 64,2%, signe d'une bonne capacité à maintenir les prix dans tous les pays.

En ce qui concerne les coûts d'exploitation, la **masse salariale** est en baisse de 1,5% en raison des effets de change mais augmente en pourcentage du chiffre d'affaires et de la marge brute.

La hausse des **rémunérations variables en action** qui passent de 11,3 à 12,0 millions d'euros pèse pour 5 points de base dans l'évolution de la marge opérationnelle, en raison de l'inclusion d'un plus grand nombre de salariés dans le plan d'association des équipes au succès de l'entreprise, via des attributions d'actions gratuites depuis 2012. À partir de 2015, le programme mis en place ayant atteint son plein régime en 2014 ne devrait plus peser sur l'évolution du taux de marge opérationnelle.

Les **frais généraux** sont maîtrisés et en baisse de 3,7%.

Les **autres charges et produits opérationnels** incluent principalement des effets de change transactionnels sur les postes du compte d'exploitation.

Communiqué de presse – suite – 24 février 2015

En dessous de la marge opérationnelle, les **dotations aux amortissements des incorporels** liés aux acquisitions concernent la partie des écarts d'acquisition affectée aux relations clients au cours des 12 mois suivant la date d'acquisition et faisait l'objet d'un amortissement au compte de résultat selon les normes IFRS sur plusieurs années. Cette dotation s'élève à 4,6 millions d'euros, contre 4,7 millions précédemment.

Le solde net du poste **autres charges et produits non courants et non récurrents** s'établit à -17,2 millions d'euros contre -18,2 millions d'euros publiés en 2013. Il prend en compte des éléments à caractère inhabituel non liés à l'exploitation et inclut les coûts d'acquisition ainsi que les coûts liés aux plans de restructuration en cours, notamment en Europe de l'Ouest.

En 2013, les autres charges et produits non courants et non récurrents publiés incorporaient aussi sur une ligne spécifique **l'impact net des éléments non courants liés à la transaction Synovate**, qui se montait à -71,3 millions d'euros.

Les charges de financement. La charge d'intérêt nette s'élève à 22,8 millions d'euros en 2014 contre 23,4 millions d'euros en 2013, en baisse de 2,4% en raison de la baisse de l'endettement ; elle comprend une variation de la juste valeur des dérivés qui est négative pour 0,4 millions d'euros alors qu'elle était positive de 1,2 millions d'euros en 2013.

Impôts. Le taux effectif d'imposition au compte de résultat en norme IFRS s'établit à 26% contre 25,8% en 2013. Il intègre, comme par le passé, une charge d'impôts différés passifs de 4,2 millions d'euros (contre une charge de 3,8 millions en 2013) qui vient annuler l'économie d'impôts réalisée grâce à la déductibilité fiscale des amortissements d'écarts d'acquisition dans certains pays, alors même que cette charge d'impôts différés ne serait due qu'en cas de cession des activités concernées, et qui est par conséquent retraitée dans le résultat net ajusté.

Le Résultat net ajusté, part du Groupe, qui est l'indicateur pertinent et constant utilisé pour la mesure de la performance, s'établit à 120,8 millions d'euros, stable par rapport à 2013 où il s'était établi à 121,0.

La structure financière

Flux nets de trésorerie libre. La trésorerie libre générée par l'exploitation et nette des investissements courants est en progression de 52,8% à 113,7 millions d'euros contre 74,4 millions d'euros en 2013 grâce à une bonne maîtrise de la variation du besoin en fonds de roulement, ce qui constitue un véritable tournant après l'opération Synovate et aussi un record historique depuis l'introduction en bourse d'Ipsos, il y a 15 ans, au 1er juillet 1999.

Dans le détail :

- la capacité d'autofinancement s'établit à 192,6 millions d'euros en 2014 contre 196,3 millions d'euros en 2013, en ligne avec la baisse du résultat d'exploitation.
- Le besoin en fonds de roulement qui connaissait une variation négative de 54,1 millions d'euros en 2013 réduite à 18,7 millions d'euros en 2014.
- Les investissements courants en immobilisations corporelles et incorporelles, principalement constitués d'investissements informatiques, sont en légère baisse en lecture directe dans le tableau des flux de trésorerie : 14,3 millions d'euros décaissés sur l'année contre 17,2 millions d'euros l'an dernier. En effet, Ipsos a entrepris depuis 3 ans une politique d'investissements dans le domaine informatique qui ne sont pas capitalisés au bilan mais sont enregistrés sous forme de services informatiques dans les coûts d'exploitation. Il convient de noter par ailleurs qu'Ipsos a également pour principe comptable constant de ne pas capitaliser les coûts des temps passés par ses propres équipes de développeurs. Les investissements informatiques comptabilisés en charges d'exploitation (que ce soit sous forme de services informatiques, de masse salariale des 600 informaticiens qui travaillent à Ipsos et de dépréciation de matériels et logiciels achetés et capitalisés) se sont élevés au total à environ 100 millions d'euros en 2014, stables par rapport à 2013.

En ce qui concerne les **investissements non courants**, Ipsos a investi 9 millions d'euros au total sur l'année dans son programme d'acquisition, procédant notamment au rachat de minoritaires dans une société

Communiqué de presse – suite – 24 février 2015

américaine et dans certains pays émergents (Egypte, Balkans et en Amérique centrale) et en rachetant une société en Israël.

Par ailleurs, Ipsos a investi 11,5 millions d'euros dans son programme de rachat d'actions afin de limiter les effets de dilution de ses plans d'attribution d'actions gratuites.

Les **capitaux propres** à 901,3 millions d'euros contre 852,5 millions publiés au 31 décembre 2013.

Les **dettes financières nettes** s'élèvent à 545,4 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 544,8 millions d'euros au 31 décembre 2013, stables malgré un impact fortement négatif de la hausse du dollar, en raison de la bonne génération de flux de trésorerie d'exploitation sur les 12 derniers mois.

À taux de change constant du 31 décembre 2013, la dette financière nette se serait élevée à 485 millions d'euros, 59% de la dette d'Ipsos est libellée en dollar américains ce qui constitue une couverture naturelle du risque de change bilanciel, 50% environ du goodwill d'Ipsos étant situé en Amérique du Nord et dans des pays dont les monnaies sont directement reliées au dollar américain comme le Moyen Orient et Hong Kong.

Le ratio d'endettement net est de 60,5% contre 63,9% l'an dernier.

Position de liquidité. La **trésorerie** à la clôture de l'année s'établit à 149,2 millions d'euros contre 148,7 millions d'euros au 31 décembre 2013, assurant une bonne position de liquidité à Ipsos qui dispose par ailleurs d'environ 200 millions d'euros de lignes de crédit disponibles.

PERSPECTIVES 2015

2014 ne laissera pas dans l'histoire la trace d'une année heureuse où la croissance enfin retrouvée aurait redonné aux citoyens un élan, un esprit d'ouverture, une confiance sans lesquels rien de solide – ni les activités des entreprises privées, ni celles des états – ne peut être bâti.

2014 aura été une année complexe, difficile à lire. Elle n'a pas été exempte de bonnes nouvelles, la baisse du prix du pétrole et du gaz transfère plus d'un trilliard de dollars, des pays producteurs et exportateurs, peu nombreux, vers les pays importateurs, beaucoup plus nombreux. La faiblesse des taux d'intérêt allège la facture de la dette de nombreux états et aussi celle des ménages et des entreprises. Le montant total des économies générées par le maintien des taux à un niveau très bas représentera plusieurs centaines de milliards de dollars disponibles pour être investis ? épargnés ? dépensés ? Enfin, les variations des taux de change sont allées, au fil de l'année, plutôt dans le bon sens pour toutes les entreprises, sauf bien sûr pour celles qui publient leurs comptes en dollar.

Pourquoi donc cette impression mitigée ? D'abord l'argent n'est pas tout, même s'il compte beaucoup. Comme nous l'avions noté il y a un an, la transformation de notre environnement, toujours plus global, technologique, financiarisé, exacerbe l'anxiété liée à ces changements et est un terreau fertile à la propagation des idéologies xénophobes, fondamentalistes, violentes que la faible légitimité des instances politiques ne parvient pas à contenir. Ensuite, l'argent facile, abondant, ne joue son rôle de soutien à la demande - et donc in fine – à l'économie que s'il est convenablement réparti – ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Les Etats qui depuis 2008 ont déjà beaucoup donné n'en peuvent plus et ne peuvent plus s'endetter davantage, à l'exception des Grecs, nos meilleurs débiteurs. Quant aux classes moyennes des pays développés, elles attendent, en vain, le retour de l'inflation qui rognerait leurs stocks de dette et les inviterait à anticiper leurs achats.

Surtout, et ceci explique cela, les pressions continues sur les prix ne faiblissent pas. Qui aurait pu imaginer que la baisse de l'euro par rapport au dollar, à la livre sterling et au yuan chinois ne provoquerait pas un peu d'inflation importée et serait, au contraire concomitante à une baisse de l'indice général des prix ?

Les dés sont lancés mais ne sont pas encore retombés. Comment l'Europe et, à sa suite d'autres régions du monde, va-t-elle éviter l'enclenchement fatal d'un processus déflationniste ? Comment éviter la propagation d'anticipations déflationnistes, dans une économie caractérisée par l'hyper compétitivité, les interrogations des consommateurs et des clients sur la valeur de ce qu'ils achètent, la mise à leur service de comparateurs de prix, la réduction ou – en tout cas – le contrôle des dépenses publiques. 2015 apportera ses réponses. Les

Communiqué de presse – suite – 24 février 2015

conditions d'une reprise rigoureuse des économies sont rassemblées, sauf l'atonie de la demande. Nous savons aujourd'hui que les gains de productivité – bien décevants – et l'essor démographique qui faiblit – certains diront heureusement – ne suffiront pas à nourrir la croissance durable des économies. Il va falloir que les ménages s'y mettent.

Qui, mieux que les entreprises, peut contribuer à rendre l'offre plus intéressante et donc la demande plus vivace ?

Aujourd'hui, nous sommes dans un espace mou où pourtant les exemples de réussite de certaines marques, dès lors qu'elles sont différenciées dans leurs propositions, fortes et persistantes dans leur communication, sont impressionnantes. Malheureusement, ces exemples heureux d'une offre forte portée par un marketing efficace se concentrent dans quelques secteurs, le haut de gamme, la distribution online, les marques locales, en tout cas localisées par les consommateurs.

C'est bien, mais pas assez pour entraîner la majorité des entreprises à faire – ou à refaire – de leurs marques le fer de lance de leur croissance.

Il est vrai que la tâche des marketeurs et des communicants n'est pas facile. Ils doivent gérer des consommateurs et clients avertis – peut-être trop – des médias fragmentés, trop chers quand ils sont « traditionnels », peut-être pas assez bien monétisés quand ils sont digitaux et mobiles, des concurrents plus vifs dans l'imitation que dans l'ouverture de nouvelles voies, des informations abondantes, contradictoires, confuses. Ils doivent aussi travailler sous la pression des apôtres de la génération de cash-flow, qui à force de vouloir bien faire, finissent par ralentir les prises de décision et donc par rendre l'action moins risquée, certes, mais souvent moins efficace. Tous ces facteurs freinent le déploiement d'une offre attractive, de communications engageantes et de choix médias optimaux.

Pour sa part, notre industrie doit mieux aider ses clients, les entreprises comme les institutions.

Ipsos a décidé de se transformer en mettant en place son programme « The New Way ».

D'ici à 2017, Ipsos veut changer la donne, et aider ses clients, eux aussi, à opérer les changements qui leur permettront de prendre plus vite, en étant mieux informés et plus sûrs de leurs sources, de meilleures décisions sur leurs produits, leurs services et leurs marques.

De façon symbolique, Ipsos a adopté une nouvelle promesse : GAME CHANGERS, pour illustrer son intention. Nous comptons mobiliser toutes nos ressources, notre énergie, notre savoir-faire pour rendre concret ce propos : changer pour aider nos clients à changer.

Le programme « The New Way » a démarré à l'été 2014. Même si ses principes sont d'ores et déjà choisis, la définition précise et la mise en place de la totalité des changements que ces principes déterminent s'étendra sur les trois prochains exercices.

Aujourd'hui, une vingtaine de mesures importantes ont été actées. Leur mise en place est en cours. Elles s'articulent autour de quatre thématiques :

- La simplification de l'organisation et de la gouvernance d'Ipsos.
- La clarification des priorités et des valeurs d'Ipsos accompagnée par la refonte des systèmes d'évaluation des performances des équipes et des individus et, par voie de conséquence, des critères d'attribution de la partie variable des rémunérations (cash et actions gratuites).
- L'amplification de l'effort d'Ipsos pour développer son offre liée aux problématiques de digitalisation des marchés, notamment via la création d'Ipsos Connect qui réunit les compétences et les services d'Ipsos dans la mesure des médias et de la communication des marques. Toutes les problématiques nées des interactions contenues/contenants seront traitées par Ipsos Connect.
- L'accroissement et la réorientation des dépenses d'investissement d'Ipsos afin de mettre plus vite à la disposition de ses clients de « nouveaux services » et des services gérés centralement, au moins dans leur phase de lancement, et de maturation.



Communiqué de presse – suite – 24 février 2015

Ipsos veut aussi renforcer sa présence auprès des laboratoires pharmaceutiques, des services financiers, des constructeurs automobiles, des institutions publiques nationales et internationales, gouvernementales ou non-gouvernementales et, enfin auprès des médias. Bien entendu, les services nouveaux et les services gérés centralement sont, pour la plupart, définis pour répondre aux besoins de ces différentes bases de clientèle.

Ipsos va s'appuyer sur ses avantages concurrentiels : sa taille, son implantation dans tous les grands marchés, développés ou émergents, sa connaissance des marchés et ses relations clients, la diversité et les compétences de ses équipes, sa capacité à innover et ses valeurs d'intégrité, de curiosité, de collaboration, de priorité donnée aux besoins de ses clients et, bien sûr, son esprit d'entreprise. Ipsos est confiant dans sa capacité de mettre en valeur ses compétences, son expérience, sa neutralité et sa flexibilité et aussi de délivrer des informations sûres, simples à apprécier, immédiates et substantielles.

Le programme « The New Way » doit permettre à Ipsos de retrouver une croissance organique, certes modeste, mais bien réelle dès 2015, comprise entre 1 et 2%, puis plus forte en 2016 et 2017, dans une fourchette de 2 à 5%.

La rentabilité d'Ipsos sera affectée en 2015 par des coûts supplémentaires d'investissements et de restructuration de l'ordre de 20 millions d'euros, ramenant la marge opérationnelle à 10%. Celle-ci progressera en 2016 puis en 2017 dans la fourchette déjà annoncée de 11 à 12% pour cette dernière année.

Annexes

- Compte de résultat consolidé
- État de la situation financière
- État des flux de trésorerie consolidés
- État des variations des capitaux propres consolidés

La plaquette des États financiers consolidés au 31 décembre 2014 est disponible sur le site d'Ipsos :

http://www.ipsos.com/french/Information_financiere

La présentation de l'activité et des résultats 2014 sera disponible le 25 février 2015 sur le site :

<http://www.ipsos.com/french/Investisseurs>

À propos d'Ipsos

Ipsos est une société d'études indépendante, contrôlée et dirigée par des professionnels du secteur, qui compte des bureaux dans 87 pays. Fondé en France en 1975, Ipsos est devenu l'un des premiers groupes mondiaux d'études, avec une forte présence sur tous les grands marchés. Ipsos est la troisième société d'études au monde. Elle est cotée à la Bourse de Paris depuis 1999.

GAME CHANGERS

« Game Changers » est la signature publicitaire d'Ipsos.

Chez Ipsos, nous sommes passionnément curieux à propos des individus, des marchés, des marques et de la société. Nous aidons nos clients à naviguer plus vite et plus aisément dans un monde en profonde mutation.

Nous leur apportons l'inspiration nécessaire à la prise de décisions stratégiques.

Nous leur délivrons sécurité, rapidité, simplicité et substance.

Nous sommes des Game Changers.

Ipsos est coté sur l'Eurolist de NYSE-Euronext.

La société qui fait partie du SBF 120 et de l'indice Mid-60 est également éligible au SRD.

Code ISIN FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP

www.ipsos.com

Communiqué de presse – suite – 24 février 2015

Compte de résultat consolidé de l'exercice 2014

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité (***)
Chiffre d'affaires	1 669 469	1 712 403	1 695 053
Coûts directs	(597 275)	(614 620)	(621 315)
Marge brute	1 072 194	1 097 783	1 073 738
Charges de personnel - hors rémunération en actions	(680 017)	(690 096)	(690 096)
Charges de personnel - rémunération en actions *	(11 998)	(11 321)	(11 321)
Charges générales d'exploitation	(207 379)	(215 393)	(215 393)
Autres charges et produits opérationnels	326	1 158	1 158
Marge opérationnelle	173 128	182 132	158 087
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions *	(4 644)	(4 712)	(4 712)
Autres charges et produits non courants *	(17 172)	(18 205)	(18 985)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(92)	26	26
Résultat opérationnel (hors impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)	151 220	159 241	134 416
Impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation *	(71 273)	(71 273)	(71 273)
Résultat opérationnel	151 220	87 968	63 143
Charges de financement	(22 817)	(23 373)	(23 373)
Autres charges et produits financiers	2 788	(5 903)	(5 903)
Résultat net avant impôts	131 191	58 693	33 868
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	(29 889)	(29 715)	(24 437)
Impôts différés sur amortissement du goodwill *	(4 197)	(3 782)	(3 782)
Impôt sur les résultats	(34 086)	(33 498)	(28 220)
Résultat net	97 105	25 195	5 648
Dont part du Groupe	89 716	17 439	(2 108)
Dont part des minoritaires	7 388	7 756	7 756
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	1,98	0,38	(0,05)
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	1,96	0,38	(0,05)
Résultat net ajusté *	128 857	129 685	110 138
Dont Part du Groupe	120 767	120 950	101 403
Dont Part des minoritaires	8 090	8 735	8 735
Résultat net ajusté, part du groupe par action	2,67	2,67	2,24
Résultat net ajusté dilué, part du groupe par action	2,63	2,63	2,20

(*) ajusté des éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), des impôts différés passifs relatifs aux goodwills dont l'amortissement est déductible dans certains pays et de l'impact net d'impôts des autres produits et charges non courants.

(***) retraité des corrections d'erreurs des exercices antérieurs : Différentes erreurs ont été commises au cours des exercices antérieurs à 2014 (2013, 2012 ou antérieurs) dans les estimations de chiffre d'affaires ainsi que des coûts de certains projets. En particulier, les entités Synovate achetées en Octobre 2011 ne disposaient pas d'un système comptable unifié et la qualité de l'information sur les projets en cours n'était pas toujours bonne. Le passage des entités Synovate sur l'ERP d'Ipsos a permis d'identifier peu à peu des anomalies sur certains projets créés dans le passé sans qu'il soit possible de dire quelles années avant 2012 étaient concernées car les listes de projets en cours ne comportaient pas nécessairement les informations requises concernant leur date de création lors de la migration effectuée sur la période 2012 à 2014 selon les pays.

En conséquence et conformément à IAS 8 §47, le montant cumulé de ces erreurs a été affecté et corrigé dans le compte de résultat retraité de l'exercice 2013 uniquement. Voir note 1.3 des états financiers consolidés.

Etat de la situation financière Comptes annuels au 31 décembre 2014

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité (**)
ACTIF			
Goodwills	1 198 778	1 133 006	1 133 006
Autres immobilisations incorporelles	85 234	87 336	87 336
Immobilisations corporelles	32 425	36 154	36 154
Participation dans les entreprises associées	357	772	772
Autres actifs financiers non courants	27 407	23 832	23 832
Impôts différés actifs	38 626	36 544	36 544
Actifs non courants	1 382 828	1 317 644	1 317 644
Clients et comptes rattachés	610 212	583 932	565 477
Impôts courants	18 110	18 866	18 866
Autres actifs courants	75 637	56 977	56 977
Instruments financiers dérivés	4 164	2 224	2 224
Trésorerie et équivalents de trésorerie	149 258	148 703	148 703
Actifs courants	857 380	810 702	792 247
TOTAL ACTIF	2 240 208	2 128 346	2 109 891

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité (**)
PASSIF			
Capital	11 334	11 334	11 334
Primes d'émission	540 201	540 201	540 201
Actions propres	(763)	(686)	(686)
Ecarts de conversion	(39 129)	(61 274)	(61 166)
Autres réserves	372 588	349 513	329 743
Capitaux propres - part du Groupe	884 231	839 088	819 426
Intérêts minoritaires	17 055	13 409	13 409
Capitaux propres	901 286	852 497	832 835
Emprunts et autres passifs financiers non courants	608 020	628 355	628 355
Provisions non courantes	14 920	16 076	16 076
Provisions pour retraites	23 890	20 997	20 997
Impôts différés passifs	114 568	104 148	98 657
Autres passifs non courants	44 627	65 636	65 636
Passifs non courants	806 026	835 212	835 212
Fournisseurs et comptes rattachés	253 040	221 600	228 298
Emprunts et autres passifs financiers courants	90 782	67 397	67 397
Impôts courants	11 111	10 296	4 805
Provisions courantes	4 860	3 941	3 941
Autres passifs courants	173 104	137 403	137 404
Passifs courants	532 896	440 637	441 845
TOTAL PASSIF	2 240 208	2 128 346	2 109 891

(**) retraité des corrections d'erreurs des exercices antérieurs. Voir note 1.3 des états financiers consolidés

Etat des flux de trésorerie consolidés
Comptes annuels au 31 décembre 2014

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT NET	97 105	25 195
Eléments sans incidence sur la capacité d'autofinancement		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	25 647	26 578
Résultat net des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	92	(26)
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs	287	506
Variation nette des provisions	(2 814)	74 624
Rémunération en actions	11 349	10 814
Autres produits et charges calculés	2 221	(1 034)
Frais d'acquisition de sociétés consolidées	1 807	2 814
Charge de financement	22 817	23 373
Charge d'impôt	34 086	33 498
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT ET IMPOT	192 597	196 341
Variation du besoin en fonds de roulement	(18 724)	(54 136)
Intérêts financiers nets payés	(21 227)	(24 699)
Impôts payés	(23 317)	(25 132)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	129 330	92 374
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(14 274)	(17 186)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	101	325
Augmentation / (diminution) d'immobilisations financières	(1 423)	(1 103)
Acquisitions de sociétés et d'activités consolidées	(2 534)	11 784
FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(18 130)	(6 180)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation / (Réduction) de capital	(0)	186
(Achats) / Ventes nets d'actions propres	(11 532)	(3 944)
Augmentation / (diminution) des emprunts à long terme	(59 398)	(28 733)
Augmentation / (diminution) des découverts bancaires	(2 229)	3 287
Rachats d'intérêts minoritaires	(6 418)	(2 395)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(31 804)	(28 996)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(3 534)	(885)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(114 915)	(61 480)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(3 715)	24 714
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie	4 270	(8 265)
TRESORERIE A L'OUVERTURE	148 703	132 253
TRESORERIE A LA CLOTURE	149 258	148 703

Communiqué de presse – suite – 24 février 2015

Etat des variations des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2014

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Titres d'auto- contrôle	Autres réserves	Ecarts de conversion	Capitaux propres		
						Attribuables aux actionnaires de la société	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 1er janvier 2013	11 332	540 017	(983)	360 024	4 170	914 560	11 556	926 116
Variation de capital	2	184	-	-	-	186	5	191
Distribution dividendes	-	-	-	(28 987)	-	(28 987)	(1 174)	(30 162)
Effet des acquisitions et des engagements de rachats d'intérêts minoritaires	-	-	-	2 250	-	2 250	(2 361)	(111)
-	-	-	-	-	-	-	-	-
Livraison d'actions propres concernant le plan d'attribution d'actions gratuites 2011	-	-	4 332	(4 332)	-	-	-	-
Autres mouvements sur les actions propres	-	-	(4 038)	94	-	(3 944)	-	(3 944)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	10 814	-	10 814	-	10 814
Autres mouvements	-	-	2	(7 981)	-	(7 979)	(209)	(8 188)
Transactions avec les actionnaires	2	184	296	(28 142)	-	(27 660)	(3 740)	(31 400)
Résultat de l'exercice	-	-	-	17 439	-	17 439	7 756	25 195
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes</i>	-	-	-	-	(7 779)	(7 779)	-	(7 779)
<i>Impôts différés sur investissements nets à l'étranger</i>	-	-	-	-	(950)	(950)	-	(950)
<i>Variation des écarts de conversion</i>	-	-	-	-	(56 714)	(56 714)	(2 162)	(58 876)
<i>Gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	324	-	324	-	324
<i>Impôts différés sur gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	(133)	-	(133)	-	(133)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	190	(65 443)	(65 252)	(2 162)	(67 414)
Résultat global	-	-	-	17 629	(65 443)	(47 813)	5 594	(42 219)
Situation au 31 décembre 2013	11 334	540 201	(686)	349 511	(61 274)	839 087	13 410	852 497
Situation au 1er janvier 2014 publiée	11 334	540 201	(686)	349 511	(61 274)	839 087	13 410	852 497
Corrections d'erreurs exercice 2013 et années antérieures	-	-	-	(19 663)	-	(19 663)	-	(19 663)
Situation au 1er janvier 2014 retraitée	11 334	540 201	(686)	329 848	(61 274)	819 424	13 410	832 834
Variation de capital	-	0	-	-	-	0	-	0
Distribution dividendes	-	-	-	(31 720)	-	(31 720)	(5 043)	(36 764)
Effet des acquisitions et des engagements de rachats d'intérêts minoritaires	-	-	-	(14 573)	-	(14 573)	672	(13 901)
Livraison d'actions propres concernant le plan d'attribution d'actions gratuites 2012	-	-	11 254	(11 254)	-	-	-	-
Autres mouvements sur les actions propres	-	-	(11 331)	(201)	-	(11 532)	-	(11 532)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	12 451	-	12 451	-	12 451
Autres mouvements	-	-	-	(1 135)	-	(1 135)	(1 119)	(2 254)
Transactions avec les actionnaires	-	0	(77)	(46 432)	-	(46 508)	(5 491)	(51 999)
Résultat de l'exercice	-	-	-	89 716	-	89 716	7 388	97 105
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes</i>	-	-	-	-	(6 662)	(6 662)	-	(6 662)
<i>Impôts différés sur investissements nets à l'étranger</i>	-	-	-	-	3 050	3 050	-	3 050
<i>Variation des écarts de conversion</i>	-	-	-	-	25 752	25 752	1 747	27 499
<i>Gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	(555)	-	(555)	-	(555)
<i>Impôts différés sur gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	14	-	14	-	14
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	(541)	22 140	21 599	1 747	23 345
Résultat global	-	-	-	89 175	22 140	111 315	9 135	120 450
Situation au 31 Décembre 2014	11 334	540 201	(763)	372 588	(39 134)	884 231	17 055	901 286